



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des pêches et des océans

FOPO • NUMÉRO 027 • 1^{re} SESSION • 41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 29 février 2012

Président

M. Rodney Weston

Comité permanent des pêches et des océans

Le mercredi 29 février 2012

•(1615)

[Traduction]

Le président: La séance est ouverte.

Je vous remercie, messieurs, de vous joindre à nous cet après-midi. J'espère que vous nous entendez bien.

Je crois comprendre que le greffier vous a expliqué la procédure. Nous accordons généralement une dizaine de minutes pour les exposés et les déclarations liminaires, après quoi nous passons aux questions. Si je vous interromps, ne soyez pas offusqués, ce sera parce que la période prévue pour cette séance est limitée et que nous voulons être équitables envers tous les députés durant la période des questions.

Monsieur le maire, je vous remercie de vous joindre à nous aujourd'hui et je vous invite à faire votre déclaration liminaire, après avoir présenté votre associé, s'il vous plaît.

Vous avez la parole.

M. Gerry Furney (maire, Ville de Port McNeill): Très bien. Merci beaucoup.

La ville de Port McNeill, du district régional du mont Waddington, en Colombie-Britannique, vous salue. Je vous remercie de votre invitation.

Pour cette présentation, je suis accompagné de M. Neil Smith, gestionnaire du Développement économique pour le district régional. Je suis le maire de Port McNeill et l'un des neuf directeurs du district régional du mont Waddington. Le district régional a d'ailleurs bien voulu préparer un cahier d'information qui complète ma présentation.

Dans nos rôles respectifs, nous représentons notre district régional. Nous faisons partie de l'échelon supérieur du gouvernement local chargé de veiller aux activités économiques qui permettent à nos citoyens de vivre dans l'une des plus belles régions du nord de l'île de Vancouver et de la région continentale avoisinante de la Colombie-Britannique. La superficie de notre district régional est de 20 000 kilomètres carrés environ, ce qui représente trois fois l'Île-du-Prince-Édouard. Le district compte quatre municipalités, à savoir Alert Bay, Port Alice, Port Hardy et Port McNeill, pour une population totale de 7 700 personnes environ. Le district compte également un nombre important d'agglomérations rurales, dont beaucoup de communautés des Premières nations disséminées partout dans la région, avec une population totale de 4 000 personnes environ.

Notre économie dépend d'industries des ressources naturelles comme l'exploitation forestière, l'exploitation minière, la pêche, l'aquaculture et le tourisme. Toutes ces industries, à l'exception du tourisme, sont généralement actives toute l'année. Le tourisme se limite à la saison estivale; à cette période nous avons le plaisir d'accueillir de nombreux visiteurs venant d'autres régions de la

Colombie-Britannique, d'autres provinces du Canada, des États américains avoisinants et même d'Europe et d'Asie.

Notre population est relativement stable, et nous avons appris à vivre avec les fluctuations, qui sont aussi le lot de biens d'autres régions du pays qui dépendent des industries des ressources naturelles.

L'aquaculture est une industrie plutôt récente dans notre province et notre région. Elle s'est développée graduellement au cours des 30 dernières années; la majeure partie de ses activités porte sur l'élevage du saumon de l'Atlantique et, dans une moindre mesure, sur l'élevage du saumon quinnat du Pacifique. Le milieu naturel qui caractérise notre région est extrêmement propice à l'aquaculture. Peu peuplée, notre région offre un environnement idéal à la production d'un poisson d'une excellente qualité, tout au long de l'année.

Beaucoup de membres des Premières nations ont profité des occasions d'emploi découlant de l'arrivée de l'aquaculture. Ils ont mis du temps à y venir, en raison des campagnes contre l'aquaculture qu'ont menées, au cours des 20 dernières années, des groupes environnementaux financés par de riches fondations américaines à hauteur de millions de dollars. Ce sont ces mêmes fondations qui ont adopté des pratiques de financement semblables dans le cadre des campagnes contre l'exploitation minière et forestière qui ont mis ces industries sur les genoux. Cette tendance à financer des activités qui nuisent au développement économique de la Colombie-Britannique est difficile à comprendre, en particulier lorsque ces activités sont financées par des organisations étrangères.

Lors d'une conversation avec l'un de nos ministres provinciaux, j'ai exhorté ce dernier à prendre des mesures concrètes pour réparer les dommages que causent ces fondations et leurs disciples à nos industries de ressources naturelles. J'ai été choqué quand il m'a répondu qu'on ne pouvait rien faire parce qu'elles ont plus d'argent que nous. Avec le recul, je comprends que mon ami le ministre m'a donné la description de la pire forme d'intimidation qui soit, où les riches utilisent leur argent pour intimider les moins fortunés. Les véritables victimes de cette intimidation ne sont pas les gouvernements provincial ou fédéral, mais plutôt les simples citoyens qu'on paralyse dans leurs efforts pour gagner leur vie dans des industries comme l'exploitation forestière ou l'aquaculture.

L'aquaculture est un moyen idéal de donner du travail aux gens qui veulent gagner leur vie dans des communautés isolées. Les conditions exceptionnelles qu'on trouve naturellement dans ces régions rurales sont parfaites sur le plan économique pour cette industrie et pour ceux qui veulent vivre dans ces régions. Une grande partie de notre population se compose de membres des Premières nations. Traditionnellement, ces gens vivent de la pêche.

La pêche a changé au cours des dernières années avec l'amélioration des bateaux, qui sont maintenant plus spacieux et plus rapides. La pêche n'offre plus le même nombre d'emplois que par le passé. Pour les bandes autochtones isolées, comme celle de Kitasoo, située sur la côte Nord-Ouest, l'aquaculture s'est révélée une véritable manne pour la communauté, et la majorité de la population élève activement du poisson dont elle est fière, du poisson qui sera vendu sur les marchés.

Il existe beaucoup d'autres endroits le long de la côte, offrant les mêmes conditions exceptionnelles, où l'aquaculture en milieu naturel pourrait être tout aussi florissante qu'à Kitasoo. Dans ces régions, le recours aux parcs clos serait superflu, car on y trouve déjà naturellement toutes les conditions nécessaires. Le recours aux parcs clos, qui nécessite une dépense d'équipement énorme, ne serait pas justifié dans ces régions isolées. N'importe quel homme d'affaires qui est prêt à investir dans les parcs clos va faire construire ce type d'installations aussi près que possible d'un marché pour minimiser les coûts de transport et pour éviter d'avoir à payer les frais de logement de ses employés.

Au fil des ans, on a tenté à différentes reprises de mettre au point des parcs clos, mais aucune de ces tentatives ne s'est révélée viable. À l'heure actuelle, une expérience est en cours près de Campbell River; cette expérience représente un investissement énorme, le genre d'investissement qu'il serait difficile de justifier sur la base d'une décision d'affaire normale.

Un autre projet est en cours de planification. Il s'agit d'un projet expérimental d'installation d'un parc clos terrestre à proximité de la rivière Nimpkish, près de Port McNeill. L'information sur le projet est limitée; il fait appel à la participation de la bande Namgis, et l'installation sera construite sur leurs terres. Ce projet est une occasion en or pour la bande Namgis et l'industrie. Pour reprendre un vieil adage, « Pourquoi modifier ce qui marche bien? » Nous disposons sur nos côtes d'un système efficace et rentable d'élevage du saumon qui consiste à élever un saumon en parc clos durant le premier tiers de sa vie et à le transférer dans une cage en filet pour les deux autres tiers de sa vie. Cette méthode a fait ses preuves. Elle est avantageuse pour les employés et elle contribue à l'économie provinciale l'année durant. Elle permet d'offrir un poisson frais de première qualité qui fait partout la joie des chefs cuisiniers et de leur clientèle.

Pour résumer, je suis particulièrement favorable à toute activité qui permet, d'une part, de produire des aliments de grande qualité et, d'autre part, de donner de l'emploi aux gens qui aiment vivre dans une communauté côtière rurale. J'ai observé les méthodes d'aquaculture qui ont cours en Norvège, en Écosse, en Irlande et ici, en Colombie-Britannique. Dans chacune de ces régions, cette industrie est une manne pour tous ceux qui y participent. Elle continue de se développer et ne cesse d'améliorer ses méthodes et ses produits grâce à la technique des parcs en filets ouverts, plus proches de la nature.

L'aquaculture fournit aux familles à la fois des emplois annuels et des emplois indirects, et ces emplois font partie intégrante des communautés côtières du nord de l'île. Pour cette raison, nous sommes d'avis que le MPO devrait octroyer des permis et des licences supplémentaires, ce qui permettrait d'augmenter le nombre de centres piscicoles et la capacité de chacun d'eux.

Je vous présente Neil Smith.

Je suis prêt à répondre à vos questions.

• (1620)

Le président: Merci beaucoup, monsieur le maire.

Nous allons maintenant passer aux questions.

Madame Davidson.

Mme Patricia Davidson (Sarnia—Lambton, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci beaucoup, messieurs, de vous joindre à nous cet après-midi.

Nous avons entamé cette étude il y a déjà un certain temps et je suis sûre que vous avez pris connaissance de certaines des informations que nous ont fournies d'autres témoins.

Monsieur le maire Furney, j'aimerais vous féliciter d'être élu depuis si longtemps comme maire de votre collectivité. On peut penser que vous avez ainsi considérablement contribué à son épanouissement, ce dont je vous félicite.

M. Gerry Furney: Merci.

Mme Patricia Davidson: L'une des choses que nous avons fréquemment entendues de la part de certains témoins concerne l'emploi dans les collectivités côtières isolées et le fait que, si l'on passe à l'aquaculture en parcs clos, ces parcs risquent de ne pas être aménagés dans ces régions. Je pense que vous avez évoqué le problème. Pourriez-vous en parler un peu plus et me dire ce que cela signifie pour vos collectivités côtières rurales, et ce qu'un changement de méthode d'élevage pourrait signifier si les parcs étaient transférés ailleurs?

M. Gerry Furney: Le raisonnement logique à ce sujet est le suivant: plus les fermes d'élevage du poisson peuvent être aménagées à proximité du marché, moins les coûts de transport sont élevés pour acheminer le produit au consommateur. Si le système des parcs clos était le seul acceptable à nous tous, aux paliers provincial et fédéral, il y aurait alors très peu de possibilités d'emploi, ou de moins en moins, pour les habitants des régions très éloignées des voies de transport et des centres de consommation du produit.

La logique la plus élémentaire nous dit que, si l'on agit dans ce sens, si l'on dépense des millions de dollars pour créer un système terrestre, ce système sera aménagé le plus près possible du marché de consommation, ce qui privera de possibilités d'emploi des gens qui, sinon, auraient du travail car, même en habitant dans des régions isolées, ils pourraient élever le poisson dans des conditions d'élevage naturelles.

• (1625)

Mme Patricia Davidson: N'y aurait-il pas d'autres activités permettant de remédier au chômage que connaissent vos régions?

M. Gerry Furney: Il y a malheureusement très peu de choses pour remplacer les emplois qui sont disponibles, ou qui seraient disponibles si on continuait à élever le saumon de la manière habituelle.

La situation idéale... Comme je l'ai dit dans ma déclaration, la région de Kitsoo sur la côte — à environ 200 kilomètres au-delà de l'extrémité de l'île de Vancouver — n'a pas d'autres possibilités d'emplois. Ses membres sont des gens qui, auparavant, faisaient partie des équipages des bateaux de pêche, des bateaux à filets maillants et des bateaux senners, lesquels avaient de gros besoins de main-d'oeuvre. En moyenne, un bateau sennier avait un équipage de sept membres environ. Avec les méthodes de pêche plus rapides mises au point au cours des années, on a pu ramener cela à trois ou quatre personnes. C'est la même chose avec les bateaux à filets maillants, qui sont d'ailleurs quasiment disparus de la côte. Il en reste très peu, tout comme il reste très peu de chalutiers. Ils offraient tous des possibilités d'emploi très importantes mais, malheureusement, cela n'existe plus aujourd'hui.

À cause des pressions qui s'exercent sur elles, les autres industries, comme la prospection minière et l'exploitation forestière en particulier, ont moins de possibilités d'emploi pour les personnes habitant le long de la côte, au nord de notre collectivité.

Mme Patricia Davidson: Merci.

Dans votre mémoire, vous parlez un peu de ce que vous appelez de l'intimidation. Il se trouve que c'est aujourd'hui la journée anti-intimidation et que nous parlons d'intimidation dans le secteur de l'aquaculture. Vous avez mentionné les possibilités d'emploi qui sont apparues. Vous avez dit que bon nombre de Premières nations ont été lentes à en profiter à cause de campagnes contre l'aquaculture.

Pourriez-vous nous en parler un peu plus?

M. Gerry Furney: Certainement, et j'ai d'ailleurs enlevé mon tee-shirt rose de façon à me présenter à vous de manière plus respectueuse. Je suis très conscient de l'intimidation et j'ai vu comment elle a été exercée par des organisations financées de l'étranger, dans la plupart des cas.

J'en ai vu dans les collectivités forestières de la Colombie-Britannique, notamment sur l'île de Vancouver, dans des collectivités comme Uclulet et Tofino sur la côte Ouest, et autour de Campbell River au nord. Les terrains qui ont été soustraits à l'industrie forestière représentent une superficie astronomique. Il est choquant de voir combien de terrains sont devenus intouchables parce qu'on leur a imposé telle ou telle désignation.

Je parle de terrains où l'on devrait normalement voir des centaines de personnes au travail. À une certaine époque, quand je travaillais dans l'industrie forestière, nous avions quelque chose comme 30 000 membres dans notre syndicat, la section locale des bûcherons. Il y avait une section locale regroupant tout notre secteur. Aujourd'hui, ce syndicat est représenté par les métallos car les bûcherons ne sont plus assez nombreux pour justifier un syndicat national. Je pense qu'ils sont aujourd'hui environ 10 000, alors qu'ils étaient 30 000 lorsque j'ai commencé à travailler comme bûcheron.

Mme Patricia Davidson: Merci beaucoup, monsieur le maire.

J'aimerais poser une question à M. Smith, si vous me le permettez.

Vous nous avez envoyé un mémoire supplémentaire dans lequel vous parlez des répercussions économiques locales. Vous dites qu'une étude de l'économie maritime a été effectuée en partenariat avec la Living Oceans Society et avec des ressources d'Environnement Canada. Un exemplaire du rapport a été remis en personne à un député qui était de passage à Port Hardy le 25 février de cette année.

Je me demande si vous pourriez remettre ce rapport à notre greffier car je ne pense pas que les autres membres du comité l'aient

vu. Comme vous nous avez recommandé de le lire, il serait utile que vous puissiez le remettre au greffier du comité, à notre intention.

M. Neil Smith (gestionnaire, Développement économique régional, Ville de Port McNeill): Pas de problème.

Le président: Merci.

Monsieur Donnelly.

M. Fin Donnelly: Merci, monsieur le président.

Je remercie nos deux invités. Monsieur le maire, bienvenue devant le comité. Je suis très heureux que vous ayez tous deux pris le temps de venir vous adresser à nous.

Pourriez-vous, monsieur le maire, nous parler un peu plus de la réaction des gens de l'endroit à l'aquaculture en cages à filets? Pourriez-vous nous donner quelques précisions sur la manière dont réagissent à l'aquaculture les pêcheurs commerciaux, les pêcheurs récréatifs et sportifs, les membres de l'industrie touristique, les Premières nations, et les personnes qui s'intéressent à l'archipel Broughton? Y a-t-il une grande majorité de gens en faveur de l'aquaculture en cages à filets, ou la majorité est-elle plutôt contre? Qu'en pensez-vous?

• (1630)

M. Gerry Furney: Je dirais que le plus gros problème est que toutes les campagnes et tout l'argent qu'on a consacré à dénigrer le potentiel de création d'emplois dans la région offert par l'aquaculture ont été très efficaces. Certains pêcheurs s'opposent activement à l'aquaculture, et je peux les comprendre. Ils y voient un concurrent à leur propre production et à leur marché. Toutefois, il y a aussi beaucoup de pêcheurs qui ont réussi à surmonter leur résistance initiale et qui travaillent aujourd'hui avec l'industrie, par exemple pour transporter le poisson. Bien des anciens membres d'équipage travaillent dans une usine de transformation du poisson de Port Hardy, qui est à peu près le plus gros employeur de cette collectivité et, je me permets de l'ajouter, une société qui offre des emplois stables toute l'année.

En ce qui concerne la situation environnementale à Broughton — c'est une belle région —, je pense que les partisans des campagnes contre l'aquaculture ont considérablement exagéré les effets de cette forme d'élevage. Nous n'avons ni les fonds ni l'expertise nécessaires pour contrer leur propagande. Il y a des organisations comme la Living Oceans Society qui sont très bien financées. C'est probablement le plus gros employeur dans certaines de nos collectivités car il y a beaucoup de gens qui travaillent pour elle. Comment elle peut avoir autant d'argent, je n'en ai aucune idée. Je crois comprendre que la majeure partie de son financement vient de l'extérieur de la province, surtout des États-Unis.

Il est très difficile pour des gens ordinaires comme nous de résister à ces campagnes. Il y a beaucoup de gens qui voudraient qu'on rende à l'aquaculture le crédit qu'elle mérite comme employeur et comme source d'activité économique, pas seulement pour l'économie locale mais aussi pour celle de toute la province.

M. Fin Donnelly: Monsieur le maire, vous avez publiquement exprimé un appui très vigoureux à l'expansion de l'aquaculture. Vous avez dit dans votre déclaration liminaire que, selon vous, l'élevage du poisson en cages à filets est une méthode efficace et efficiente.

Pourriez-vous dire au comité combien de nouvelles exploitations d'aquaculture sont entrées en activité au cours des deux ou trois dernières années dans votre région?

M. Gerry Furney: À ma connaissance, aucune nouvelle exploitation d'aquaculture n'a été créée ces dernières années.

Je m'empresse de préciser que je ne suis absolument pas actif dans le secteur de l'aquaculture. Je n'y ai absolument aucun investissement. J'ai bien pris la peine de me distancer de toute activité qui pourrait être considérée comme étant favorable à l'aquaculture ou susceptible de m'en faire bénéficier. Je pense qu'il vaut la peine d'apporter cette précision dès le départ. J'aurais dû le faire dans mon mémoire.

Je crois que les spécialistes de l'aquaculture pourraient vous donner des chiffres à ce sujet. Neil a peut-être des informations que je ne connais pas. Je ne suis pas l'évolution de la situation jour après jour ou heure après heure comme Neil le fait probablement.

Je l'invite à compléter ma réponse.

M. Neil Smith: Il n'y a pas de nouvelles fermes d'aquaculture dans le district régional de Mount Waddington, mais il y en a deux qui existent depuis un certain temps. Je crois qu'elles s'appellent Duncan et Doyle, dans les circonscriptions A ou B. Elles se sont considérablement agrandies au cours des 18 derniers mois.

M. Fin Donnelly: Seriez-vous prêt à appuyer le projet Namgis s'il était couronné de succès et représentait le démarrage de l'aquaculture en parcs clos, avec une augmentation du nombre d'emplois dans la région?

• (1635)

M. Gerry Furney: Oui, à condition qu'il puisse être réalisé de manière rentable et qu'il soit durable. On a vu plusieurs cas de projets d'aquaculture terrestre qui ont démarré au sud de Vancouver mais qui n'ont pas survécu très longtemps. On a mentionné qu'il y a actuellement une exploitation à Campbell River. Elle pourra commencer à commercialiser son poisson l'an prochain.

J'aimerais beaucoup savoir comment cela fonctionne et qui paye vraiment les factures. Il doit y avoir là un investissement d'argent énorme en immobilisations et en frais d'exploitation en attendant un rendement concret ou le démarrage d'une production rentable. Dans le cas de la bande Namgis, près de Port McNeill, je l'appuie totalement. Je pense que les Namgis sont actifs depuis très longtemps dans l'industrie de la pêche. Certains d'entre eux ont d'ailleurs changé d'opinion et commencent à envisager sérieusement l'aquaculture.

Tout est question de financement. Si le financement se maintient, l'exploitation fonctionnera et emploiera des gens, qu'elle fasse des profits ou non. Je pense que ce sera merveilleux. L'emploi est important pour chacune de nos collectivités. Toutefois, s'il n'y a pas de financement à long terme pour couvrir les autres coûts de l'aquaculture terrestre, je ne pense pas que le projet puisse réussir.

Le président: Merci.

Monsieur Leef.

M. Ryan Leef (Yukon, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur le maire.

Vous dites à la dernière page de votre mémoire que vous êtes favorable au poisson produit par le processus plus naturel des cages à filets. J'aimerais vous demander si vous voulez dire par là que c'est un processus plus naturel pour le saumon ou que c'est aussi un processus plus naturel pour les membres de ce secteur comme mode de vie culturel et traditionnel.

M. Gerry Furney: Je ne suis pas un spécialiste des désirs ou choix culturels de tout le monde. Je ne peux juger qu'en tant que personne vivant dans la région, comme les membres des Premières nations et d'autres le font depuis une cinquantaine d'années. Mon opinion personnelle est que j'aimerais que nous puissions préserver le plus possible un environnement naturel pour les travailleurs de la région, similaire à celui dans lequel ils sont nés et ont grandi — autrement dit, comme hommes de pont sur les bateaux de pêche et comme propriétaires de petits bateaux de pêche.

Je pense qu'il serait merveilleux de pouvoir maintenir l'emploi de ces personnes, d'une manière ou d'une autre, mais je sais que ce sera vraiment difficile d'un point de vue économique. Je serai l'un des plus ardents partisans de l'aquaculture terrestre si elle s'avère économiquement viable. C'est cela qui est crucial. Il faut que ce soit économiquement viable. Dans certaines des régions qui offrent ce potentiel, comme Kitasoo, où la majeure partie de l'emploi dans la collectivité provient de l'aquaculture et de la transformation du poisson, je crois que la collectivité, si elle pouvait préserver cette activité, pourrait continuer à fonctionner de manière saine comme groupe. L'idée d'aménager un système terrestre là-bas est probablement totalement irréaliste à cause du coût que cela représenterait et du fait que cela entraînerait probablement une chute de l'emploi.

M. Ryan Leef: Merci. Je pense que le comité a hâte de voir comment évoluera le projet de la Première nation Namgis, en particulier, car nous en avons déjà entendu parler. Les résultats seront très révélateurs.

Si l'on adoptait des systèmes à parcs clos dans cette région, vous pourriez peut-être nous dire ce que cela impliquerait du point de vue des terrains privés, des terres de l'État et des terres des Premières nations, et nous dire si cela pourrait être un obstacle à l'aménagement de systèmes à parcs clos localement.

• (1640)

M. Gerry Furney: Je ne pense pas qu'il y aurait des problèmes à trouver des terrains supplémentaires. Il y a toutes sortes de terrains disponibles, avec des désignations différentes. Certains sont désignés comme parcs naturels, d'autres comme terrains industriels, et d'autres encore comme terrains forestiers, ce qu'ils resteront probablement. Il n'y aurait strictement aucun problème car nous n'avons pas eu sur la côte Ouest le genre de développement que nous avons vu et que vous avez vu dans d'autres régions du Canada, où il y a eu beaucoup de propriété privée.

Il y a relativement très peu de propriété privée le long de la côte de la Colombie-Britannique, essentiellement parce que la majeure partie des activités du passé a été des activités d'exploitation forestière ou d'exploitation minière. Une fois que l'exploitation forestière est terminée dans un secteur, il faut longtemps pour que celui-ci recommence à produire du bois. Entre-temps, le terrain appartient essentiellement au gouvernement provincial. De même, les Premières nations ont à leur disposition un territoire considérable dans tout le nord de l'île et le long de la côte.

M. Ryan Leef: Très bien. Merci. Je ne connaissais pas les critères d'octroi de permis de la province pour l'exploitation des terres et je me demandais si cela risquait de poser problème.

Monsieur Smith, je vois dans le rapport supplémentaire de 2009 que l'aquaculture a eu des retombées économiques d'une valeur de 178,3 millions de dollars. Vous ai-je bien entendu dire que cette région a aujourd'hui une population de 7 000 personnes environ?

M. Neil Smith: C'est seulement la population municipale. La population globale du district régional, comprenant les collectivités non constituées et les Premières nations, s'élève à 11 500 personnes.

M. Ryan Leef: Ça fait quand même une bien grosse somme pour cette région: 178 millions de dollars de revenus pour 11 000 personnes.

M. Neil Smith: Oui, ce n'est pas négligeable. La majeure partie de cet argent provient de l'usine de transformation que possède Marine Harvest Canada à Port Hardy. Je communiquerai ce rapport à votre greffier.

La valeur produite par notre région est partagée avec les régions environnantes. Nous n'avons pas beaucoup d'emplois pour les résidents locaux dans le secteur de l'aquaculture, actuellement, mais il y a par contre beaucoup d'activité de transport qui représente une valeur importante pour la région.

Nous essayons encore actuellement — dans le cadre de notre accord de partenariat sur le marché du travail avec la province de la Colombie-Britannique — de maximiser l'emploi et les possibilités économiques dans notre région par le truchement de nos collectivités qui produisent la moitié du saumon d'élevage de la Colombie-Britannique. Nous n'avons pas encore atteint notre but. Nous avons nos 400 années-personnes d'emploi local, comme vous pouvez le voir ici, mais il y a encore beaucoup plus d'années-personnes que nous devrions avoir dans notre région grâce à ce secteur.

M. Ryan Leef: Croyez-vous qu'il peut y avoir de l'expansion dans ce domaine? Si oui, qu'est-ce qui s'y oppose actuellement?

M. Neil Smith: Il y a un problème très net d'emploi sur les sites d'aquaculture. Marine Harvest Canada a fait des efforts louables ces dernières années pour accroître le nombre de travailleurs locaux sur ses propres sites d'aquaculture dans l'archipel Broughton, le site de Quatsino et ailleurs.

Par contre, nous avons des entreprises comme Mainstream Canada qui possèdent des exploitations d'aquaculture offrant peu d'emplois au niveau local, essentiellement parce qu'elles sont exploitées par des travailleurs faisant la navette depuis leur domicile et parce que leur poisson est envoyé à Campbell River plutôt que dans notre région pour être transformé. Les retombées de leurs activités dans nos collectivités sont donc relativement limitées et c'est le centre de l'île de Vancouver qui en bénéficie plutôt.

Mon conseil d'administration estime que nous devrions accroître l'emploi dans ces fermes aquacoles et appuyer toute nouvelle technologie qui permettra d'accroître l'emploi dans les Premières nations et les collectivités locales. Pour le moment, nous ne faisons que gratter à la surface.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur MacAulay.

L'hon. Lawrence MacAulay: Merci beaucoup, monsieur le président.

Bienvenue, messieurs.

Monsieur le maire, vous avez dit que des groupes comme Living Oceans et d'autres, qui sont financés par l'étranger, ont créé une atmosphère négative. Est-ce le cas dans les régions d'aquaculture?

●(1645)

M. Gerry Furney: Absolument. Ils l'ont fait aussi dans les grands centres, avec des articles dans le *Vancouver Sun*, le *Province* et le *Globe and Mail*. Le seul journal vraiment positif qui couvre la région est le *National Post*. Je pense qu'il saisit très bien ce qui se passe réellement en Colombie-Britannique et dans l'économie de la province.

Je ne pense pas que nous réussirons à faire quoi que ce soit tant que des campagnes continueront d'être menées contre l'aquaculture sous sa forme actuelle. Je ne pense pas qu'il soit possible d'accroître le nombre de personnes employées dans les fermes aquacoles jusqu'à ce que ces gens parviennent à faire face à la réalité.

J'espère que le degré d'appui que recevra la Première nation Nangis pour son projet indiquera aux gens et fera comprendre à ces organisations qu'il n'y a aucune raison de dénigrer le produit. C'est l'un des aspects de l'opposition à l'aquaculture auxquels il a été relativement difficile de réagir: l'image négative qu'on a donnée du produit.

Ce produit est un produit absolument magnifique. En fait, c'est le produit qui est présenté comme poisson frais dans la plupart des bons restaurants de Vancouver. Ne serait-ce que pour cette raison, je crois que ces groupes devraient se calmer et laisser l'économie et la nature des gens produire leurs effets, laisser les gens faire ce qu'ils sont capables de faire et accroître le nombre d'emplois dans la production, le transport et la transformation.

Je crois qu'il y a là des tonnes de potentiel. L'empreinte de ce secteur sur l'île de Vancouver et sur la côte Nord est minuscule. Il n'y a aucune raison au monde pour que cette activité ne soit pas autorisée à se développer au niveau que justifierait l'économie.

L'hon. Lawrence MacAulay: Merci.

Pour que je comprenne bien, vous avez dit dans votre exposé que le gouvernement devrait approuver un plus grand nombre de sites. Y a-t-il donc des groupes d'aquaculture qui souhaitent agrandir leur exploitation et qui n'en ont pas l'autorisation, ou est-ce que le climat a été tellement empoisonné par des intérêts étrangers qui veulent dire aux gens que cet élevage de poissons est très mauvais pour la mer, détruit la terre sous les fermes, etc.? Vous avez entendu tout ça, tout comme nous. Qu'en pensez-vous?

Y a-t-il des gens qui veulent agrandir leur exploitation et qui n'obtiennent pas d'autorisation du gouvernement, ou est-ce que ces gens ne l'envisagent pas à cause de l'image négative des fermes aquacoles?

M. Gerry Furney: C'est une question à laquelle il faut répondre.

Ma position est que le potentiel existe à condition que les règlements soient suffisamment assouplis pour autoriser la création de nouvelles fermes. Mais, comme l'a dit Neil, on a très peu créé de nouvelles fermes aquacoles ces dernières années. C'est la réalité à laquelle nous sommes confrontés. Si je voulais demander un permis aujourd'hui même pour obtenir un secteur et créer une ferme aquacole dans l'océan, on me dirait probablement: « Nous vous répondrons dans un an ou deux, quand la poussière sera retombée ». C'est la situation depuis deux ou trois ans.

C'est foncièrement injuste, surtout pour les gens qui sont les plus susceptibles d'en tirer bénéfice, c'est-à-dire les membres des Premières nations et les gens qui vivent dans les régions isolées où il y a très peu d'autres possibilités d'emploi. C'est ça la situation actuelle.

Je ne sais pas si votre comité a voyagé dans les régions de la côte Ouest mais je pense que vous comprenez assez bien la situation. Notre député, John Duncan, a été un défenseur très ardent de l'industrie, qu'il a appuyée autant que peut le faire sans danger un politicien s'efforçant de représenter tous les habitants du nord de l'île. Il fait un excellent travail et j'espère qu'il réussira à vous communiquer certaines informations à ce sujet. Je ne lui ai pas envoyé ma déclaration liminaire mais j'ai l'intention de le faire.

L'hon. Lawrence MacAulay: Merci beaucoup.

Vous avez aussi indiqué en répondant à une question que vous accepteriez l'aquaculture en parcs clos si elle créait des emplois. Dans votre déclaration liminaire, vous avez clairement déclaré que les sites d'aménagement des parcs clos seraient sans doute très proches du marché, comme je le pense aussi. N'est-ce pas contradictoire? Dans ce cas, il n'y aurait pas du tout d'emplois. Je comprends mal votre position. Vous ne semblez pas très ferme au sujet des parcs clos, à mon avis.

• (1650)

M. Gerry Furney: Comme dans n'importe quel domaine, que ce soit dans les affaires ou en politique, les décisions que l'on prend doivent reposer sur la preuve qu'elles donneront des résultats. Si l'on peut me prouver que ça marche, je ne résisterai pas. Mon attitude ne repose certainement pas sur le ludisme, dans n'importe quel domaine. Si l'on peut améliorer le projet, si l'on peut créer de l'emploi et améliorer le produit ou accroître la production, il ne faut pas dire aux gens qu'ils ne peuvent pas construire près d'une usine de transformation ou près de l'un des grands centres du Sud.

Je ne crois pas que les paramètres économiques seraient favorables à un aménagement à proximité de Vancouver. Les conditions seraient limitées du point de vue du climat, de l'accès à l'eau et de l'accès à des secteurs pour disperser l'eau des fermes aquacoles.

Il y a dans notre région très peu d'autres activités qui empêcheraient l'installation d'une ferme aquacole et, si c'est sur terre, très bien. Elle engendrerait des emplois à l'installation même ainsi que dans la transformation, le transport et d'autres activités. Toutefois, tant que nous n'aurons pas bien compris tous les paramètres économiques — les paramètres réels et non pas les paramètres issus de l'afflux d'argent étranger investi de force et entravant la transition normale d'une industrie sur terre ou en mer... Tant que nous n'aurons pas des preuves fondées sur des chiffres solides, il sera très difficile de prendre une décision. Je ne crois pas qu'on devrait construire une ferme aquacole ou lancer n'importe quelle autre activité dans une région tellement éloignée qu'elle ne saurait être rentable. Il faut que ce soit rentable à long terme, et il faut que ce soit justifié aux yeux des investisseurs et aux yeux du public, pour qui le maintien de l'industrie doit présenter un intérêt.

Le président: Merci.

Monsieur Kamp.

M. Randy Kamp (Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur le maire. C'est un plaisir de vous revoir.

Monsieur Smith, je suis heureux de vous voir ici. Je pense que vous apportez un point de vue intéressant et particulièrement nécessaire au thème de notre étude, ce dont nous vous remercions.

Serait-il juste de dire — je m'adresse à vous deux, je suppose, mais en particulier à vous, Gerry — qu'aucun de vous ne s'oppose aux parcs clos?

M. Gerry Furney: C'est exact. Je suis un homme d'affaires. J'ai été bûcheron, j'ai été mineur, j'ai exercé beaucoup de métiers. Je n'ai jamais été pêcheur. C'est probablement le seul métier que je n'ai pas exercé alors que j'aurais pu le faire.

En tant qu'homme d'affaires, je sais qu'on doit pouvoir payer ses dépenses et qu'on doit essayer de maintenir ses frais le plus bas possible afin d'être rentable. Je ne m'oppose à aucune méthode réaliste et viable de production des aliments. Je crois que, dans certains cas, c'est ce qu'on doit faire avec le poulet, avec le porc et avec d'autres animaux de ferme.

Dans le cas du poisson, l'environnement naturel devrait nous permettre de le produire à un coût moindre que dans un système de parcs clos sur terre, et on en aura rapidement la preuve si l'on obtient les vrais chiffres. En attendant, je ne pense pas qu'on devrait entraver l'expansion de l'aquaculture en mer. Je pense qu'on devrait plutôt l'encourager.

Votre comité, qui n'est pas sans influence, pourrait encourager les pêcheries à être plus optimistes et à être plus utiles dans l'aménagement de nouveaux sites. De fait, le critère ultime de tout votre travail, et de ma modeste contribution, sera la création ou non de nouvelles fermes aquacoles. Je ne suis pas optimiste à ce sujet, mais je suis généralement optimiste au sujet du nord de l'île, de la côte et des gens qui y habitent.

Je serais ravi que cela se fasse. Je serais ravi de voir arriver beaucoup de nouveaux emplois, des emplois dans le transport, des emplois dans la transformation et des emplois dans la gestion des fermes aquacoles océaniques. J'aimerais beaucoup voir cela mais je suis aussi réaliste. Si quelqu'un peut me prouver qu'on peut le faire meilleur marché sans avoir recours à des dollars de l'extérieur, parfait. J'accorderai mon appui que ce soit sur terre ou en mer.

• (1655)

M. Randy Kamp: C'est une remarque pertinente. Il me semble que la séparation entre la technologie d'aquaculture en cage à filets, le statu quo, et le SAR, le système en parcs clos, est une fausse dichotomie.

Dans une partie du rapport, monsieur Smith, vous dites que ce que nous souhaitons vraiment, c'est pouvoir produire de la protéine de poisson d'une manière qui soit durable et responsable sur le plan environnemental, et que nous avons aussi d'autres technologies à notre disposition. Il y a l'aquaculture en pleine mer, que l'on mentionne dans le rapport, je crois, et l'aquaculture multi-trophique.

Avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

M. Neil Smith: Je ne peux que me faire l'écho de vos paroles. Il ne s'agit pas de choix mutuellement exclusifs. Le nord de l'île de Vancouver est très bien placé pour des exploitations en cages à filets. Nous devons cependant aussi envisager les technologies de parcs clos et leur potentiel pour des secteurs spécialisés des marchés intérieurs et internationaux. Plusieurs projets SAR d'élevage de saumon coho ont été réalisés avec succès, et une entreprise de l'État de Washington a décroché un contrat l'an dernier avec la chaîne de supermarchés Overwaitea.

Je crois que plusieurs applications différentes sont possibles, et tout ce qui aidera la région à diversifier son aquaculture lui sera bénéfique. Une économie rurale diversifiée est une économie rurale solide, même dans un sous-secteur comme l'aquaculture. D'un point de vue régional, la bonne chose à faire est d'examiner toutes ces possibilités sans en rejeter aucune d'office.

M. Randy Kamp: Certains membres de l'industrie affirment qu'ils doivent consacrer beaucoup d'énergie à lutter contre les campagnes anti-aquaculture et à résoudre toute la question de la licence sociale, alors qu'ils préféreraient de loin consacrer leurs ressources à des choses comme les nouvelles recherches en Europe et ailleurs, que vous mentionnez dans votre rapport. Ils ne peuvent malheureusement pas le faire parce que c'est une question tellement polarisée aujourd'hui.

Si vous avez une dernière remarque à faire, je serai heureux de l'entendre.

M. Neil Smith: Je crois qu'il est important, quand on parle du secteur privé — je suppose que vous avez entendu ou entendrez des témoins du secteur privé —, de ne pas oublier, comme je l'ai indiqué dans mon rapport au maire Furney, qu'il y a d'autres activités de recherche et de développement en cours dans l'industrie mondiale, essentiellement axées sur des exploitations en cages à filets de beaucoup plus grande taille en haute mer. Marine Harvest Scotland, par exemple, fait précisément quelque chose de ce genre actuellement.

On peut aussi facilement perdre de vue la question de l'emploi rural avec ces modèles. Il importe de ne pas oublier ce que fait le secteur privé ailleurs en matière de recherche et de développement car le Canada pourrait facilement passer à côté de belles occasions s'il se concentrait sur un seul aspect de la R-D.

M. Randy Kamp: Merci beaucoup.

Le président: Merci.

Monsieur Donnelly.

M. Fin Donnelly: Merci, monsieur le président.

Monsieur le maire, vous avez mentionné Living Oceans Society. Je me demande si vous savez qu'elle travaille avec une organisation appelée CAAR, Coastal Alliance for Aquaculture Reform. Au sein de cette alliance, elle collabore avec Marine Harvest Canada, notamment au sujet d'un projet pilote de Marine Harvest sur de l'aquaculture en parcs clos. J'aimerais savoir si vous êtes au courant et ce que vous en pensez.

M. Gerry Furney: Je suis au courant et je sais aussi que Marine Harvest pourrait utiliser son temps et ses efforts de manière beaucoup plus profitable si elle s'occupait de nouveaux sites et de l'expansion de la population des sites existants, ce qui est l'une de ses demandes importantes. Elle aimerait accroître la population de ses sites de 20 p. 100 environ dans chacune de ses fermes car elle a prouvé que cela pourrait se faire de manière rentable et réaliste, mais elle n'a pas encore obtenu l'autorisation.

Ça reste encore un chiffre assez faible. À l'heure actuelle, je crois que son maximum est de 400 000 unités par ferme, alors qu'elle estime pouvoir passer très facilement à 500 000 sans effets négatifs. Tout ce qu'elle peut faire pour accroître sa productivité lorsqu'elle fait de l'aquaculture en mer ou pour gérer son entreprise de la manière qui lui convient sans être obligée de participer à des pratiques étranges avec d'autres organisations qui lui sont ouvertement opposées...

Je trouve ça très difficile à croire.

J'ai vu la même chose dans l'industrie forestière. Certaines de nos grandes entreprises ont tout simplement fermé boutique et sont parties. Il y a actuellement sur l'île de Vancouver une grande société forestière, Western Forest Products, et il y en avait autrefois probablement une demi-douzaine qui ont été fusionnées dans cette seule entreprise à un niveau beaucoup plus petit, uniquement à cause de la pression exercée par ces gens de l'extérieur venus influencer sur notre aptitude à exercer notre activité agricole normalement et à exploiter les forêts de notre région comme nous devrions avoir le droit de le faire.

● (1700)

M. Fin Donnelly: Vous savez donc que cette organisation environnementale travaille avec le secteur de l'aquaculture.

Je me demande simplement pourquoi vous pensez — comme vous y avez fait allusion un peu plus tôt — que l'aquaculture en cages à filets n'a pas connu d'expansion.

M. Gerry Furney: Je sais que la seule manière d'assurer l'expansion de l'aquaculture est d'aménager de nouveaux sites et d'obtenir l'autorisation d'accroître le volume, ou la population, des sites existants. Si les entreprises passent la majeure partie de leur temps à négocier avec d'autres organisations qui s'opposent à leur existence, c'est leur choix. Elles ont probablement un revolver sur la tempe et sont obligées de faire ce qu'elles font avec Living Oceans et avec n'importe quelle autre organisation environnementale qui se consacre à la destruction de l'industrie aquacole.

Je pense qu'elles sont quasiment prisonnières de cette situation. Je pense qu'il est très regrettable qu'une organisation environnementale, surtout financée par l'étranger, entrave le développement normal d'une industrie qui est parfaitement légitime et parfaitement capable d'oeuvrer en toute sécurité et d'employer beaucoup de monde.

C'est pour cette raison que je m'intéresse à cette question. Je souhaite que nos collectivités s'épanouissent. Je souhaite que les membres de nos Premières nations et nos jeunes puissent développer leurs compétences et travailler dans les régions où ils ont grandi afin de pouvoir profiter de la beauté de leur région et de son aptitude à fournir des emplois solides et stables de manière économique durant toute l'année.

À mon avis, cet effort en vaut la peine et c'est pourquoi je m'adresse à vous aujourd'hui. J'apprécie beaucoup ce que fait votre comité. J'apprécie la qualité des questions que vous nous avez posées. J'aimerais pouvoir poursuivre ces discussions pendant quelques heures. Je préférerais de loin faire cela en prenant un café ou une bière à Port McNeill ou à Port Hardy, et nous en aurons peut-être l'occasion une autre fois.

M. Fin Donnelly: Merci de cette invitation. Je me joindrai à vous avec plaisir, monsieur le maire.

La Société royale du Canada a récemment publié un rapport. Je ne sais pas si vous le connaissez ou en avez entendu parler. Il est intitulé « Le maintien de la biodiversité marine au Canada: relever les défis posés par les changements climatiques, les pêches et l'aquaculture ». Les scientifiques qui en sont les auteurs y soulignent le caractère foncièrement incertain des données scientifiques. Ils concluent à toutes fins pratiques qu'il est aujourd'hui admis que les fermes aquacoles en cages à filets peuvent causer des infections de pou du saumon, peuvent contribuer à l'infection des salmonidés sauvages, et que ces infections peuvent accroître les taux de mortalité des saumoneaux. C'est essentiellement ce qu'ils disent dans ce rapport. Ils y expriment aussi leur inquiétude au sujet du risque de propagation d'autres maladies du saumon. Je sais que l'Independent Scientific Advisory Board américain a exprimé des préoccupations — ce qui a suscité de la controverse — au sujet des parasites et du pou du poisson qui proviennent des fermes aquacoles et qui contaminent le saumon sauvage. Cela a suscité beaucoup de controverse.

Je m'interroge sur les conclusions de ce nouveau rapport national, qui a d'ailleurs aussi des répercussions internationales. Je parle du rapport de la Société royale du Canada. Je me demande ce que vous en pensez et quelles pourraient en être les répercussions sur des régions comme l'archipel Broughton, par exemple, sur la pêche du saumon sauvage et sur d'autres régions — ces choses que vous avez dites être tout à fait étonnantes et merveilleuses dans d'autres parties du monde.

• (1705)

M. Gerry Furney: C'est une question à laquelle il est très difficile de répondre d'un point de vue concret. Je sais que plusieurs études ont été réalisées. Il y en a eu une, il y a quelques années, par l'université de l'Alberta. Des gens qui avaient analysé les résultats ont prouvé qu'ils étaient erronés. Elle était fautive. L'étude n'aurait jamais dû être publiée ou mentionnée. Malheureusement, elle l'a été. À l'époque, j'avais écrit à l'université de l'Alberta pour en contester la méthodologie. Elle avait été réalisée par des extrémistes qui avaient agi sur une base pseudo-technique, exagéré les faits et utilisé de fausses informations pour essayer de dénigrer l'industrie.

Ce genre de choses continue d'arriver. Je ne connais pas ce rapport de la Société royale du Canada. Je regrette, je ne peux vous en parler. Cela dit, s'il y a des activités négatives quelconques contre l'aquaculture, je me méfie beaucoup de ceux qui en sont les propagateurs, de l'origine de leur financement et des raisons pour lesquelles ils font ce qu'ils font. Ce n'est pas une manière légitime, honnête et décente de gérer un pays, une province où une industrie de cette province. Nous devrions avoir la liberté de faire ce genre de choses dans les secteurs qui ont fait leurs preuves.

Nous avons déjà prouvé que cette industrie fonctionne bien. Elle fonctionne bien en Écosse. Je sais qu'elle fonctionne bien en Irlande. Elle fonctionne très bien en Norvège. Je suis allé deux fois en Norvège à mes propres frais pour voir exactement comment y fonctionne l'aquaculture. J'y suis allé il y a une trentaine d'années, et j'y suis retourné il y a trois ans. J'ai été très impressionné par ce que j'y ai vu. Certes, ils ont leurs problèmes, et nous avons les nôtres. Il y aura des problèmes quelle que soit la méthode d'élevage du poisson ou de n'importe quoi d'autre. Ce qu'il faut, c'est trouver la meilleure manière possible de financer le genre de recherche légitime qui garantira que nous ne causons pas de dégâts à l'avenir et que nous ne nuirons d'aucune manière à cette industrie.

Le président: Merci.

Monsieur Sopuck.

M. Robert Sopuck (Dauphin—Swan River—Marquette, PCC): Bon après-midi.

Je m'appelle Robert Sopuck, monsieur le maire.

Sur une note personnelle, je pense que nos chemins se sont croisés, il y a bien des années, quand le premier ministre Mulroney vous a nommé à la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie. Je travaillais alors pour l'honorable Glen Cummings, qui était le représentant du Manitoba à la table ronde, vous vous en souvenez peut-être...

M. Gerry Furney: Tout à fait.

M. Robert Sopuck: ... et j'étais son jeune adjoint, à l'époque.

Je suis ravi de vous revoir aujourd'hui et je suis très impressionné de constater que, pendant les dernières décennies, vous avez continué d'œuvrer en faveur des régions rurales de la Colombie-Britannique, et même de tout le Canada. J'espère avoir l'occasion de me rendre un jour à Port McNeill pour profiter de votre invitation et prendre une bière avec vous. C'est moi qui paierai, au fait.

Nous avons eu l'occasion d'entendre un représentant d'Overwaita Foods qui nous a parlé de la décision de sa société de refuser d'acheter du saumon d'élevage pour acheter plutôt du saumon sauvage, pour des raisons douteuses sur le plan scientifique, à mon avis. On avait présenté très peu de données probantes, selon moi, mais il est évident que son entreprise a capitulé sous la pression, sans avoir sérieusement réfléchi au problème.

Que pouvez-vous dire du comportement d'entreprises comme celle-là qui capitulent devant la pression sans aller vraiment au bout de la réflexion?

M. Gerry Furney: Je pense qu'il est irresponsable pour une organisation quelconque ou pour un individu d'agir de manière aussi précipitée et de faire des déclarations à l'emporte-pièce qui peuvent nuire à une industrie ou nuire aux gens qui travaillent dans cette industrie, et nuire à toute une province qui est tributaire des ressources naturelles. Je pense qu'aucune organisation ne devrait avoir le droit de venir ici exposer des faits contestables ou poser des questions douteuses sur une situation dont la légitimité a été prouvée, et bien prouvée, dans la plupart des cas, dans d'autres pays, comme nous l'avons déjà dit.

Je pense que nous devrions dans toute la mesure du possible prendre les déclarations de cette nature avec un grain de sel. C'est bien triste mais elles émanent de personnes qui sont motivées par d'autres facteurs, qui dépassent largement ma compréhension, et des personnes incapables de réaliser tout le tort qu'elles nous causent.

En ce qui concerne l'arrangement d'Overwaita, je suis relativement ami avec le principal responsable de cette société et j'ai bien l'intention d'avoir quelques mots avec lui et de lui demander d'intervenir pour que ces gens nous fichent la paix. Ils ne devraient en aucun cas continuer à faire ce genre de choses dans le simple but de gagner quelques sous de plus en vendant un saumon qui n'est pas différent du saumon produit par toutes les autres activités.

Incidemment, si vous venez à Port McNeill, essayez de le faire au moment des élections, dans trois ans, pour que je puisse vous enrôler dans mon personnel électoral.

• (1710)

M. Robert Sopuck: Vous pouvez compter sur moi, monsieur le maire. Vous pouvez compter là-dessus.

Monsieur Smith, vous parlez de 400 années-personnes d'emploi dans la région en ce moment. Si l'aquaculture en cages à filets était pleinement développée, quel en serait l'impact potentiel sur l'emploi dans votre région?

M. Neil Smith: Tout d'abord, si on vendait plus de poisson élevé dans des cages à filets, il y aurait peut-être plus de possibilités d'emploi dans la transformation du poisson à Port Hardy. Il n'y aurait pas nécessairement beaucoup plus d'emplois dans les fermes aquacoles elles-mêmes, étant donné le modèle industriel actuel de huit jours de travail et six jours de repos.

Cela constitue un certain obstacle au recrutement local. Il est vraiment important que nous ayons une discussion avec l'industrie pour permettre au secteur de l'aquaculture en cages à filets d'atteindre son vrai potentiel car, comme je l'ai dit, nous n'avons actuellement pas le niveau d'emploi qu'il faudrait, même avec la taille actuelle du secteur.

M. Robert Sopuck: Comme vous oeuvrez dans votre collectivité depuis fort longtemps, monsieur le maire, vous avez probablement bien suivi l'évolution des stocks de saumons sauvages. D'après vous, quelle est l'incidence de l'aquaculture en cages à filets sur les stocks de saumons sauvages et sur la pêche au saumon sauvage?

M. Gerry Furney: Je ne pense pas qu'il y ait une incidence négative. Les descentes et remontées de saumons continueront de fluctuer. L'an dernier, nous avons constaté l'une des plus grosses remontées de poissons de tous les temps dans le Fraser, avec des poissons que nous ne pensions pas voir là, et je suis sûr que beaucoup de soi-disant écologistes ont exprimé des préoccupations au sujet de cette remontée énorme de saumons dans le fleuve Fraser.

Les autres régions côtières semblent se tirer d'affaire assez bien. La capacité croissante du secteur de la pêche ne cesse de m'étonner. La mécanisation des bateaux senneurs signifie que ceux-ci peuvent parfois ne sortir pêcher que deux ou trois heures. C'est une activité qui exige aujourd'hui beaucoup moins de main-d'oeuvre qu'auparavant parce qu'il y a eu tellement d'améliorations techniques dans la pêche et la manutention du poisson.

Il y a un autre facteur que je voudrais mentionner et que je ne connais qu'accessoirement. C'est l'effet du saumon de l'Alaska sur notre poisson et sur la quantité de poissons qui remonte réellement dans le même secteur. Il y a du poisson japonais, il y a du poisson chinois, il y a du poisson russe et il y a du poisson américain. Il y a du poisson semi-sauvage produit par les éleveurs de l'Alaska qui ont leur propre forme particulière d'élevage et qui sont relativement capables de maintenir une grosse industrie dans leur État. Mais tout ce poisson s'alimente dans le même secteur. Tout ce poisson a le même régime, si vous voulez. Certes, il y a des fluctuations dans la manière dont ce poisson survit, qu'il se trouve dans une zone d'alimentation ou non. Il y a aussi des navires-usines qui travaillent dans l'océan et qui ont un effet sur les remontées. Je crois que certains d'entre eux pêchent probablement beaucoup de notre saumon lorsqu'ils reviennent à quai.

C'est un secteur très compliqué. Je ne suis ni technicien ni scientifique, je suis simplement une personne très terre-à-terre qui essaye de comprendre le mieux possible le pour et le contre de tout le débat. Hélas, je vois que certaines personnes ayant de mauvaises raisons — quelles qu'elles soient — entravent le fonctionnement normal d'une bonne industrie qui a des tonnes de potentiel pour les habitants des régions côtières de la Colombie-Britannique.

●(1715)

M. Robert Sopuck: Mon temps de parole est écoulé mais je suis vraiment très heureux d'avoir pu croiser à nouveau votre chemin. Merci beaucoup.

M. Gerry Furney: Merci beaucoup de nous avoir écoutés.

Le président: Monsieur MacAulay.

L'hon. Lawrence MacAulay: Merci beaucoup.

Je tiens à vous remercier de comparaître devant le comité aujourd'hui, messieurs.

En écoutant cette conversation, monsieur le maire, je ne suis pas certain que nous fassions partie de la même équipe politique mais, si je devais chercher quelqu'un pour organiser ma campagne ou s'exprimer en mon nom, c'est certainement à vous que je m'adresserais. Vous avez fait un excellent exposé et vous avez témoigné de manière très intéressante. Vous pouvez bien dire que vous n'êtes pas ceci ou cela mais vous êtes certainement beaucoup de choses. Vous avez certainement rendu cette discussion intéressante.

J'ai quelques questions à vous poser. Premièrement, y a-t-il beaucoup de tourisme dans votre région? En outre, est-ce que cette publicité négative étrangère a nui à votre tourisme?

Je ne sais pas si la question suivante a été posée — elle l'a probablement été puisqu'il y en a déjà eu tellement — mais y a-t-il beaucoup d'animosité entre les pêcheurs commerciaux et les éleveurs de poissons?

M. Gerry Furney: Je vais demander à mon expert technique de vous répondre et je compléterai éventuellement sa réponse.

M. Neil Smith: Oui, il y a une activité touristique importante dans le district régional. Nous avons un assez grand nombre d'hôtels dans nos collectivités, et les municipalités travaillent beaucoup avec l'industrie des ressources la majeure partie de l'année. Il y a aussi un assez grand nombre d'auberges sur l'archipel Broughton et ailleurs qui travaillent avec la clientèle de la pêche récréative et sportive et avec les écotouristes.

Il me serait très difficile de vous dire si le débat entourant l'aquaculture a eu une incidence sur le secteur touristique pendant les trois ou quatre dernières années, étant donné l'impact écrasant de la récession et l'évolution des taux de change avec le dollar américain et avec d'autres devises. Ce serait une chose intéressante à étudier.

Je ne pense pas pouvoir ajouter autre chose.

M. Gerry Furney: Je préférerais qu'il n'en dise pas plus. Je ne voudrais pas essayer de participer à une discussion à caractère économique à ce niveau. Toutefois, je crois que le tourisme est un secteur merveilleux pour nous tous, en Colombie-Britannique, et pas seulement pour le nord de l'île de Vancouver. Globalement, c'est une industrie merveilleuse.

J'ai cependant une petite remarque à faire à ce sujet. Cette industrie est saisonnière. Dans notre région, elle est très saisonnière. Nous n'accueillons pas beaucoup de touristes de l'extérieur de la moitié nord de l'île de Vancouver en hiver. L'activité touristique diminue peu à peu à la fin de l'automne, pour reprendre au printemps. Elle est à son seuil maximal en juillet et en août.

Neil a évoqué un groupe particulier qui est très actif à Broughton, le groupe des gens qui gèrent les auberges très haut de gamme à 1 000 \$ la nuit. Ils ont nettement pris position contre l'aquaculture, ce qui me semble tout à fait déloyal de leur part. Les gens qui font partie du monde ordinaire ne leur reprochent pas d'aller pêcher en mer, et je suis ravi qu'ils puissent le faire. Ils emploient un très petit nombre de jeunes de nos collectivités — Port Hardy, Port McNeill, Alert Bay et Campbell River, par exemple — vraiment pas beaucoup. Ils n'ont pas une grosse incidence économique. Quand arrive la fin du mois d'août, ils disparaissent et nous ne les revoyons pas avant le mois de juin de l'année suivante.

Certes, le tourisme est merveilleux, c'est excellent, et j'aimerais voir plus de touristes, mais je suis aussi parfaitement conscient que nous ne pouvons pas vivre seulement du tourisme. J'ai fait une petite étude il y a quelques années, car je me posais des questions sur le tourisme et sur certaines informations qu'on diffusait un peu partout voulant que l'industrie touristique était quelque chose de merveilleux. Bien sûr, je pense que c'est un excellent secteur, mais il ne fonctionne pas 12 mois par an et son incidence économique est très limitée en haute saison. C'est à peu près tout.

Il est très regrettable que les gens qui participent à ce tourisme dans les auberges très haut de gamme à 1 000 \$ la nuit remettent en question la continuation de l'aquaculture sous sa forme actuelle. Ils remettent même en question la quantité de poissons que les pêcheurs sportifs de Port McNeill ou de Port Hardy veulent pêcher. Ils remettent en question ce genre d'activité. Ils ont beaucoup d'argent derrière eux, ça ne fait aucun doute, mais ils n'aident pas vraiment beaucoup la région.

En ce qui concerne le reste de la collectivité, j'ai demandé à mon bureau de téléphoner à chacune des entreprises de Port McNeill, il y a quelques années, pour demander combien elles avaient d'employés au plus fort de la saison touristique et combien elles en avaient au creux de l'hiver, quand il n'y a pas de touristes. Selon les chiffres obtenus, elles avaient environ 15 p. 100 à 20 p. 100 d'employés supplémentaires pendant la haute saison de juin, juillet, août et septembre. Ensuite, ces gens disparaissent mais la population de base et les autres personnes qui travaillent dans les industries normales 12 mois par an sont toujours là en plein hiver. La baisse de

population globale était de 15 à 20 p. 100 environ des personnes employées.

Il ne faut donc pas se faire d'illusion, le tourisme n'est pas la solution miracle. C'est une excellente activité, c'est une bonne industrie, mais elle a ses limites. Les gens ne devraient pas fonder toutes leurs décisions sur la viabilité du tourisme, étant donné qu'il peut aussi avoir un effet négatif sur des industries qui fonctionnent à l'année longue.

• (1720)

L'hon. Lawrence MacAulay: Comme je suis de l'Île-du-Prince-Édouard, monsieur, je vous comprends parfaitement. Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur le maire, et merci, monsieur Smith. Au nom de tous les membres du comité, je tiens à vous remercier d'avoir pris le temps de comparaître devant notre comité, malgré vos programmes très chargés, pour répondre à nos nombreuses questions. Nous avons beaucoup apprécié votre contribution. Merci encore.

Voulez-vous poser une question, monsieur Donnelly?

M. Fin Donnelly: Non, pas là-dessus.

Le président: Dans ce cas, nos témoins sont excusés.

Vous avez maintenant la parole, monsieur Donnelly.

M. Fin Donnelly: Merci, monsieur le président.

Je voudrais simplement donner un avis de motion. Voulez-vous que je la lise maintenant?

Que, puisque la séparation de flotte et la politique de propriétaire opérateur sont critiques pour les communautés côtières et la protection des pêcheurs indépendants dans la pêche côtière, le Comité réaffirme son support à la séparation de flotte et aux propriétaires opérateurs de navires de pêche côtière et s'oppose à l'élimination de cette politique.

Voilà, c'est mon avis de motion.

Le président: Merci, monsieur Donnelly.

Monsieur Donnelly vient de nous donner un avis de motion. Le greffier distribuera le texte de la motion.

Comme il n'y a rien d'autre, la séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>